

# Nouvelle Époque

"Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses"

## Chine: révoltes de masse



p.79

N°6 - décembre/janvier - 2 €

nouvelleepoque.fr

## Spécial logement



évolution des dépenses liées au logement

Logements insalubres, charges abusives, loi anti-locataires...

## On a raison de se révolter !

## Des fêtes de fin d'année populaires et solidaires

p.10



## Iran et Etats-Unis: une lutte impérialiste pour la suprématie régionale

p.13



## La bataille pour l'histoire de la glorieuse Résistance

p.16



# L'éditorial



## La grande bataille à mener

Le logement, voilà la grande bataille que nous devons mener dès aujourd'hui ! Le logement, comme se nourrir, se soigner, l'éducation, est un droit fondamental, c'est-à-dire un droit primordial pour un individu, qui est censé être assuré par la société. Ce n'est pas du superflu, sans logement ou mal logé on ne peut vivre dignement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 15 millions de français, à différents niveaux, sont touchés par la crise du logement.

Cette crise n'en est pas vraiment une, car elle est structurelle, liée au système. Elle prend des formes différentes, allant de l'absence de logement à la précarité énergétique (avoir froid ou très chaud), en passant par un effort financier excessif (pour payer le loyer) ou le surpeuplement. Cela signifie que des millions de français, dans un des pays les plus riches du monde, ne vivent pas dans des conditions dignes et sont de fait des citoyens de seconde zone. Bien entendu, au problème du logement se rajoutent tous les autres problèmes que les masses populaires rencontrent au quotidien : difficultés pour se nourrir et pour avoir un salaire décent,

services publics à l'abandon, accès restreint aux loisirs et aux vacances, etc.

Les prix des loyers dans les grandes métropoles passent toujours plus la corde au cou des classes populaires. En ce moment, 2,5 millions de personnes sont en attente d'un HLM. Il y a 10 millions de locataires en HLM qui payent beaucoup trop comparé au non-entretien des bâtiments, des parties communes, de l'environnement en général, des chauffages défectueux et à tout un tas de problèmes qui rendent le quotidien pénible.

En parallèle, le secteur du bâtiment a généré un chiffre d'affaires de 332 milliards d'euros en 2019 ! Selon l'INSEE, il manquerait seulement 150 000 nouveaux logements pour répondre à la demande qui est environ de 500 000 logements neufs par an. Il est évident que le pays a largement les capacités matérielles de bâtir les logements nécessaires pour la population, tout comme il a les capacités de rénover l'ensemble du parc immobilier. Pour les JO d'hiver, l'Etat va dépenser la modique somme de 4,5 milliards d'euros, tandis que des gens auront froid cet hiver. L'Etat soutient le BTP à bout de bras, il veut par exemple investir 14 milliards d'euros



dans la LGV Toulouse-Bordeaux, projet qui ne sert strictement à rien à part enrichir toujours les mêmes. Cela signifie qu'il y a de l'argent, mais que donner un logement digne à notre classe n'est pas prioritaire.

Le fond du problème, c'est que les créateurs de richesse, la classe ouvrière et les travailleurs ne dirigent pas la société. Les vrais dirigeants du pays sont les capitalistes patrons des grandes entreprises à qui les politiques servent d'hommes à tout faire.

Tout cela n'est pas le fruit du hasard mais est directement le résultat d'un système social où une minorité accapare la richesse créée collectivement. Tout cela se nomme le capitalisme. Ce sont ces mêmes voleurs de notre richesse nationale qui viennent nous dire que nous sommes les responsables.

Mais comprenons que les seules batailles perdues sont celles que nous ne menons pas. La lutte actuelle des masses à Lyon face à Grand Lyon Habitat montre

qu'unis nous pouvons gagner. Les habitants organisés dans le Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité (CPES) ont conquis une petite victoire en répartissant l'augmentation des charges sur l'année. Bien entendu, il n'est pas question de s'arrêter là ; cependant, cela montre que même peu nombreuses mais organisées, les masses triomphent. Tout ne dépend que de notre organisation, c'est-à-dire de l'organisation des plus nombreux pour faire plier «la France d'en haut». Maintenant, imaginons des CPES dans tous les quartiers, dans toutes les villes : la situation serait complètement différente. Les masses peuvent régler tous les problèmes, alors que les bailleurs sociaux sont des incompetents, tous les rapports en attestent. N'importe quelle famille ouvrière gère mieux la bourse que cette bureaucratie pléthorique.

Prenons tous conscience qu'au fond nous sommes en position de force, nous sommes le nombre et toute la mafia locative sait que ce qu'elle fait est sale. L'Etat sait que la question du logement est un problème profond, nous devons la rendre explosive.

Le but des CPES n'est pas de devenir un groupe de pression mais d'organiser nos vies dans nos quartiers, de conquérir l'autonomie de notre classe, car le pouvoir doit venir de la base et non pas d'une Assemblée qui n'a plus rien de nationale. Tout cela ne se fait que dans la lutte, en nous confrontant avec ceux qui voudraient que nous nous taisions.

Alors organisons des CPES dans tous nos quartiers, menons la Bataille du Logement, contre les 16 degrés et leur monde! ■

**Le Comité de Rédaction  
de Nouvelle Epoque**



# SOMMAIRE

## Lutte des classes

Lyon : les habitants sont en lutte contre le voleur Grand Lyon Habitat (p. 4)

Quelle "crise du logement" ? (p. 6)

Loi "anti-squat" ou loi du profit à tous prix (p. 7)

Brèves de presse (p. 9)

Des fêtes de fin d'année populaires et solidaires (p. 10)

## Mouvement des femmes

Interview d'une femme en lutte contre Grand Lyon Habitat (p. 12)

## L'impérialisme et ses guerres

Iran et Etats-Unis : la lutte impérialiste pour une suprématie régionale (p. 13)

Madagascar : les impérialistes affament les masses (p. 15)

## Vers la Révolution

La bataille pour l'histoire de la glorieuse Résistance (p. 16)

## International

Chine : révoltes de masse (p. 19)

Palestine : nouvelle vague (p. 19)

Brésil : universités occupées (p. 20)

# Lyon : les habitants sont en lutte contre le voleur Grand Lyon Habitat



Des membres du CPES des Etats-Unis et du Comité de locataires de Mermoz devant la mairie d'arrondissement le 29/11/22

Depuis début novembre dernier, les habitants du quartier des États-Unis à Lyon, organisés au sein du Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité (CPES), se battent contre la mafia de Grand Lyon Habitat, le bailleur "social" qui a le contrôle du parc immobilier du 8<sup>e</sup> arrondissement. Ils reprochent à GLH des augmentations abusives des charges, des frais payés pour des services non rendus, et plus généralement la gestion calamiteuse du parc immobilier et la vie indigne des habitants, abandonnés à leur sort par les cols-blancs des bureaux chauffés. En effet, de nombreux habitants ont reçu par voie postale l'annonce d'une hausse faramineuse des charges sur cette fin d'année 2022, au motif de l'inflation. Alors que les masses souffrent du prix de la vie, et que de nombreux foyers témoignent ne pas avoir les moyens de se chauffer cet hiver, Grand Lyon Habitat et la métropole de Lyon réclament aux habitants des sommes allant de plusieurs centaines à plusieurs milliers d'euros.

Ce n'est en effet pas la première fois que le CPES doit se confronter à Grand Lyon Habitat. Comme nous l'avions rapporté à plusieurs reprises, les habitants se sont organisés pour lutter initialement contre des frais de câblage SFR inclus dans le loyer de tous les habitants, même ceux n'étant pas client de la compagnie, et contre les charges d'entretien des caves, prélevées alors même que les caves sont condamnées, non entretenues, et dangereuses.

En juillet 2022, les habitants retournent au conflit avec GLH, et décident de s'organiser au sein du CPES pour financer et organiser l'installation d'un toboggan dans un square abandonné du quartier. En effet, las des fausses promesses du bailleur, les masses se sont emparées de la question et ont pris la situation à

leur compte. Une nouvelle fois, Grand Lyon Habitat s'est dérobé à ses obligations, et n'a fait qu'enlever le toboggan en menaçant les habitants, pour les dissuader de s'organiser.

Ainsi, pour la troisième fois en un an, le quartier des États-Unis s'organise et se bat contre ses exploiters. La mobilisation a pris en ampleur, et plusieurs autres quartiers se sont joints au bal : le Comité de locataires de Mermoz (8<sup>e</sup> arrondissement) a rejoint la lutte contre GLH, et des habitants d'autres arrondissements (notamment la Guillotière dans le 3<sup>e</sup> arrondissement) suivent le même chemin en s'opposant à Lyon Métropole Habitat, un autre bailleur pseudo-social de la métropole lyonnaise.

Plusieurs rassemblements ont eu lieu : ceux-ci ont rassemblé à chaque fois plusieurs dizaines de personnes, d'abord au cœur du quartier puis directement devant la mairie d'arrondissement. Face à la pression des habitants de Viviani et de Mermoz, Olivier Berzane (maire du 8<sup>e</sup> arrondissement) a été obligé d'annuler la programmation du conseil municipal pour laisser les dizaines de protestataires entrer.

Les habitants ont ainsi exigé de lui un moratoire suspensif du paiement des charges le temps de mener une enquête sur la nature et la légitimité de celles-ci. En effet, certains habitants ont reçu comme justification la mention d'une régularisation à propos du chauffage. Chauffage qui, toujours selon la lettre de Grand Lyon Habitat, aurait été allumé 8 mois et 3 semaines au cours de l'année écoulée, ce qui est un mensonge ostentatoire et grossier, de nombreux habitants témoignant des pannes de chauffage en plein hiver plutôt que du chauffage allumé en été.



Graffiti aperçu sur l'agence de Grand Lyon Habitat du 8<sup>e</sup> arrondissement

Des habitants en lutte devant l'antenne de GLH

Face aux revendications, le maire a été contraint d'admettre qu'il n'avait aucun pouvoir sur la situation, et a refusé de prendre position en faveur de ses administrés, préférant quitter la salle sous les huées. Encore une fois, la pratique et la réalité montrent ce que nous disons depuis maintenant plus d'un an : les élections telles qu'elles existent ne changent rien. Ceux du 8<sup>e</sup> arrondissement qui ont cru « choisir » un maire en allant voter ont été floués : celui-ci a répété à plusieurs reprises qu'il ne pouvait pas faire plier Grand Lyon Habitat de toutes manières, qu'il ne « *choisissait pas* ». La belle affaire !

Voilà le fond : les mafias du logement, et les monopoles financiers en général, sont ceux qui dirigent véritablement. Les hommes et femmes en costards qu'ils mettent en avant ne sont que des pantins honteux sans aucune prise sur la situation.

Grâce à leur lutte, les masses organisées au sein du CPES ont obtenu l'étalement et la répartition des charges sur l'année à venir, mais comptent continuer de lutter jusqu'à la victoire et jusqu'à l'annulation de toutes les charges injustifiées et abusives ! ■



# Quelle "crise du logement" ?



Dans notre pays c'est près de 15 millions de personnes qui sont mal logées et vivent dans des conditions dégradées. Les problèmes on les connaît : parties communes mal entretenues, canalisations défectueuses, ascenseurs en panne, installations électriques mal conçues, humidité qui s'infiltré et moisissures, murs fins comme du papier qui rendent le repos difficile, isolation qui n'isole ni le chaud ni le froid etc. À cela s'ajoutent les menaces d'expulsion, les problèmes de santé et l'impact sur le confort de vie qui d'année en année se transforme en calvaire. Il y a aussi une explosion du nombre de SDF. Pour donner un chiffre, entre 2001 et 2012, il y a eu 50 % de hausse des personnes sans logement, et la crise s'est encore accentuée depuis. On compte 4 millions de personnes en grande précarité pour le logement, c'est-à-dire SDF ou dans des abris de fortune et des centres d'hébergement.

Pourtant il y a dans notre pays une augmentation constante du nombre de logements inoccupés, c'est-à-dire habitables, prêts à recevoir du monde, mais laissés vides. Ces logements suffiraient à ce que personne dans notre pays ne soit à la rue, ne meurt de froid l'hiver comme des centaines de personnes chaque année.

Il n'y a pas non plus de pénurie de terrains constructibles en France. Le problème est que les propriétaires fonciers empêchent la construction, participant à une hausse des prix artificielle car moins il y a d'offre, plus le prix est élevé. Les collectivités locales touchent une part des prix de vente des terrains et ont donc intérêt à ce que les prix restent élevés, c'est-à-dire que même l'administration d'État est une charge sur notre dos. Les propriétaires fonciers et l'État pèsent de tout leur poids sur l'accès au logement et la qualité de vie, en empêchant les constructions et en choisissant où et quand investir, non pas en fonction des besoins de la population bien sûr, mais en fonction du profit qu'ils peuvent en tirer à titre privé. S'il est intéressant pour eux de laisser des bâtiments se dégrader, ils le font pour pouvoir ensuite

démolir et reconstruire dans un nouveau cycle de spéculation. L'État ne sert pas de régulateur ou de balance, au contraire son rôle est de favoriser l'activité des monopoles, c'est ça qu'on appelle la spéculation immobilière. La gentrification est un exemple de comment les villes sont défigurées et de comment les pauvres sont refoulés vers les périphéries, plus pauvres qu'avant.

Derrière une législation complexe connaissant des micro-ajustements, et des mécaniques économiques, la réalité est simple: nous payons le prix fort pour qu'une poignée s'enrichisse sur notre dos. C'est la même logique pour l'alimentaire, la santé, etc, c'est la logique capitaliste : profits privés et étroits pour une minorité, tout le coût humain pour la grande majorité.

Évidemment l'arnaque est totale : les matières premières servant à la construction sont extraites à des coûts réduits par une main d'œuvre sous-payée dans les pays opprimés, les ouvriers du bâtiment qui travaillent dans des conditions difficiles sont eux aussi exploités : en effet, sur la richesse qui sera tirée de la construction par les propriétaires, les ouvriers n'en ont que des miettes. Les locataires vont payer et payer des loyers qui augmentent pour alimenter la rente des propriétaires, et enfin les rares personnes qui peuvent se permettre d'acheter pour eux même un logement doivent s'endetter jusqu'au cou à la banque et pour ainsi dire "vendre son âme au diable", et la banque nourrit avec les intérêts du crédit une fois de plus la rente d'une poignée de capitalistes. Le contrat de location est le collier mis au locataire, car si le propriétaire décide d'augmenter le loyer ou les charges il a le droit, dans la "limite" légale, tandis que le locataire n'a jamais son mot à dire. À tous les niveaux, de la construction à la location, les locataires sont une ressource précieuse pour une poignée de propriétaires fonciers, et qu'ils soient des bailleurs sociaux ou pas ne change rien à l'affaire. La contre-partie c'est que sans loyer, ce business juteux s'effondre. Ce business

ne nous rapporte rien ce n'est pas un échange, nous payons ce que nous avons fabriqué et en contrepartie on nous prend seulement notre argent. Quelle contrepartie ! C'est véritablement une arnaque, mais une arnaque légale et encadrée par l'État : la forme y est avec les documents officiels, le jargon et tout.

Même l'ONU, qui n'a pourtant rien d'une organisation caritative, a "condamné" la France pour violation du droit au logement. "Condamné" signifie qu'ils l'ont dit, rien ne se passera évidemment. Il y a par contre une chose qui est très claire, c'est que la réquisition des logements vides suffirait à ce que tous aient accès à un logement. La rénovation, l'entretien et la construction de logements décentes et confortables entraînerait l'emploi de dizaines de milliers de personnes en leur donnant un savoir-faire, un métier, dont l'impact serait une augmentation globale de la santé dans la population. Pourquoi alors connaissons-nous une crise du logement ? Au fond la réponse n'est pas économique mais elle est politique, même si ces deux sujets sont intimement liés. La

réponse c'est que nous n'avons aucun pouvoir pour résoudre nos problèmes, pas que nous en soyons incapables, mais nous en sommes privés. Le pouvoir appartient à la classe possédante, la grande bourgeoisie monopoliste qui détient le pouvoir d'État et qui mène sa barque contre les intérêts de l'ensemble de la société en l'exploitant de manière honteuse et criminelle, car la conséquence c'est la mort de nombreuses personnes.

Le travail réalisé par le DAL et les associations d'aide pour le logement est un travail formidable qui aide beaucoup de monde, mais sans Pouvoir aucune solution n'existe. En dernier recours ce sera toujours la logique de l'enrichissement privé qui l'emportera, et même si des miettes sont distribuées de temps en temps, elles seront reprises le lendemain avec des justifications lunaires. La solution à cela, les CPES commencent à s'en saisir : il n'y a que la mobilisation pour la lutte et l'organisation en commun qui puisse offrir une solution, et cette solution c'est que les habitants des quartiers populaires, des prolétaires, des petits com-

merçants, des travailleurs privés d'emploi, des étudiants (donc les masses qui font la vie du pays), s'organisent de manière autonome et opposée à toute la machine d'État et sa bureaucratie et ses organes de récupération politique qui nous laissent sans rien pieds et poings liés.

Nous avons une force immense car c'est nous qui faisons tourner la société, nous travaillons pour produire, nous nous entraînons entre voisins pour pallier l'absence d'infrastructures : la vraie politique c'est ça, pas de discours creux, pas de promesses électorales, pas d'étiquette interchangeable, pas de privilèges. Tout est fait pour nous diviser et nous individualiser et nous faire oublier que nous formons une classe unique, et majoritaire, alors que nous ne portons pas des intérêts étroits et limités dans nos revendications, mais ceux de toute la société. L'avenir de la société et la solution à la misère, c'est l'établissement d'un Nouveau Pouvoir et le renversement de l'ancien, c'est une Révolution dans laquelle nous réglerons nous-mêmes nos problèmes. ■

## ■ Loi "anti-squat", ou loi du profit à tout prix

Le 2 décembre, l'Assemblée « nationale » a adopté la loi « *anti-squat* », un projet de loi porté par les macronistes et l'extrême-droite. Le but de cette loi est de permettre aux gros bailleurs d'augmenter leurs profits, et de corporatiser les petits propriétaires en leur faisant croire qu'ils ont des intérêts communs avec la grande bourgeoisie. Voyons comment ça marche.

La loi punissait déjà le squat, c'est-à-dire l'occupation illégale d'un logement, et elle prévoit déjà l'expulsion de personnes qui ne payent pas leur loyer. La loi, en revanche, ne garantit pas un logement, alors qu'on a tous besoin d'un toit et d'un logement décent pour vivre. Parce que loger gratuitement ou à moindre frais ne permet pas à la bourgeoisie de faire de profits, et le profit est le critère principal et déterminant de toute politique menée sous le capitalisme. En allant au fond des choses, toute loi a pour but final de permettre à la bourgeoisie d'engranger plus de profits.

Tout le débat public a porté sur l'injustice faite aux propriétaires qui ne pourraient pas mettre à la rue le locataire qui ne paye pas son loyer, alors que la loi le prévoyait déjà de manière très claire et que le nombre de SDF a doublé en 5 ans. Tout ce



Manifestation contre le projet de loi anti-squat, à Paris, le 27 novembre 2022

battage médiatique n'avait qu'un seul but : montrer les propriétaires comme des victimes et criminaliser le besoin fondamental de se loger. Personne n'a souligné les difficultés d'accès au logement, les conditions de logement, etc. On est partis dès le début du point de vue de la bourgeoisie et on devait en venir à défendre ses intérêts, sinon on était « *du côté de la délinquance* ».

Cette loi « *anti-squat* » a même été jugée inutile par le Défenseur des droits, la personne chargée du respect des droits et li-



bertés selon la Constitution : «*Le renforcement de la pénalisation de l'occupation illicite, ou l'assouplissement des procédures d'expulsion en raison de loyers impayés, ne sont ni nécessaires, ni proportionnés*». La nouvelle loi a triplé les sanctions : un squatteur risque maintenant 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende. Autant dire que quand on a pas les moyens de payer un loyer, on ne pourra pas payer une telle amende. Finir en prison sans avoir blessé personne et en agissant par nécessité, c'est une étrange vision de la justice.

Désormais « la propagande ou la publicité » en faveur des squats peut être sanctionnée de 3 750 euros d'amende. Si quelqu'un ose donc dire qu'il est légitime d'occuper illégalement un appartement car celui-ci est vide et que le besoin est rappelons-le, un besoin humain fondamental, il peut recevoir une amende.

Rappelons qu'il n'y a pas grand chose de commun entre un bailleur social et un particulier propriétaire d'un logement. Quelques personnes arrivent, après avoir travaillé toute leur vie, à devenir propriétaires de leur logement. D'autres, mais c'est plus rare, peuvent s'offrir un deuxième ou troisième logement, qu'ils louent alors. De l'autre côté, nous avons les monopoles du logement qui gèrent des millions de logements dans tout le pays, et qui décident de défigurer les villes avec de gros contrats de construction très juteux. Pour les géants du logement, un délai d'expulsion de 6 mois, multiplié par des milliers de cas, c'est autant de rentabilité du parc immobilier perdu, c'est de l'argent qui ne rentre pas. Pour eux l'expulsion est une nécessité, cela permet de remplacer les locataires rapidement et donc d'augmenter leurs entrées d'argent plus vite. Que ces propriétaires louent des logements indécents, ce n'est pas le sujet, ce

qui compte c'est qu'ils fassent de l'argent, beaucoup d'argent, et vite.

La loi qui est passée le 2 décembre, mais surtout toute la campagne de propagande qui va avec, met sur un pied d'égalité le particulier qui une fois a eu un problème avec un locataire, et les gros propriétaires de dizaines de milliers de logements, comme s'ils avaient le même poids, parce qu'ils reposent tous deux sur la propriété privée.



Les associations qui luttent pour le droit au logement, le DAL, la Fondation Abbé Pierre, et bien d'autres, ont toutes critiqué cette loi car elle ne résout rien mais ne fait qu'aggraver le mal logement. Pour un impayé, un locataire peut se retrouver à la rue, et de là comment s'en sortir ? Cette loi abjecte reflète bien que la bourgeoisie, la classe capitaliste, n'apporte plus rien de bon à la société et pire, elle la parasite sans travailler et sans produire de richesse. Et on nous parle d'assistanat. Ce que fait cette loi, c'est criminaliser toutes

les forces dans la société qui tentent d'agir pour endiguer la misère, y compris ceux qui, ne supportant pas l'injustice d'être à la rue, forcent les portes d'un immeuble inoccupé pour permettre à quelques personnes d'avoir un répit de quelques jours et de ne pas tomber malade ou mourir de froid dans la rue.

L'année qui s'annonce va être dure pour les franges les plus exploitées de la population, mais que se passera-t-il quand nous serons au pied du mur, et que nous réaliserons que le renversement de la bourgeoisie est une nécessité vitale ? Nous allons nous organiser, et lutter. ■



Mobilisation contre la criminalisation de la lutte pour le logement, initiée par le DAL (Droit Au Logement)



# Brèves de presse

## Une nouvelle coupe du monde sur le dos des peuples

Entre le 20 novembre et le 18 décembre, la 22<sup>e</sup> Coupe du Monde de football réunissait 32 nations au Qatar pour ce qui a été l'une des, si ce n'est la, coupe du monde la plus controversée. En effet, sont reprochés à l'émirat qatari des faits d'esclavage et de travail forcé, de non-respect des droits des migrants, des femmes et des homosexuels. Cette coupe du monde bat des records d'exploitation, dans la droite lignée des précédentes, mais ne change justement pas le fond. Toutes

les coupes du monde sont des événements sportifs, certes plaisants à suivre, mais organisés pour générer des tonnes de profits, travestissant par là le vrai sport et ses valeurs collectives.

Comme tous les événements surmédiatisés et diffusés à l'échelle planétaire, cette coupe du monde a été le théâtre de revendications plurielles : de nombreux supporters ont profité de la plateforme offerte par les médias du monde entier pour manifester leur soutien à la juste lutte palestinienne : des supporters ont interrompu les interviews menées par les chaînes sionistes, d'autres ont arboré des drapeaux de Palestine, d'autres encore ont pénétré la pelouse. ■

## Grève à GRDF

La grève au sein du groupe GRDF se poursuit. Débutée le 15 novembre par les gaziers de Saint-Etienne et de Roanne notamment, la grève s'est renforcée et solidifiée, et alors que 3 syndicats se sont couchés devant la bourgeoisie en signant des accords pour une augmentation inférieure à l'inflation, la majorité des grévistes poursuit le mouvement, et le durcit même ! Ainsi, la grève s'est étendue nationalement, et les salariés des sites d'Ile-de-France ont rejoint largement le mouvement de grève. Pour appuyer leur mouvement, les grévistes ont décidé de s'attaquer au cœur du problème, les bénéfices des capitalistes. En effet, de nombreuses actions «gaz gratuit» ont été menées, et le 8 décembre plus de 13 000 foyers étaient concernés, en plus des 1500 usagers stéphanois déjà mis en gaz gratuit la nuit précédente. ■

## Grève au New York Times

Les salariés du célèbre quotidien New-York Times ont fait grève le vendredi 9 décembre pour appuyer leurs réclamations de hausse des salaires. Cette grève est un petit événement en soit, car cela faisait plus de 40 ans que ce monopole capitaliste de la presse n'avait pas connu de mouvement de grève de la rédaction. Cette grève nous montre que la crise qui arrive va être historique, mais aussi toute l'instabilité de l'impérialisme moribond qui ne parvient même plus à contrôler ses plus fidèles serviteurs, le monopole médiatique. ■

## Préparation au pire

Le vendredi 9 décembre, Enedis, RTE et les préfectures ont opéré une simulation de délestage des lignes électriques en prévision des coupures de courant annoncées depuis plusieurs semaines comme inéluctables par le gouvernement et la bourgeoisie. La guerre médiatique contre le peuple se poursuit, alors que la France connaît une baisse des températures et que les masses souffrent déjà du prix exorbitant de l'électricité et de la vie de manière générale. ■

## Ils jouent avec nos peurs

Le 15 novembre dernier, un "chercheur" ingénieur en chimie, Heinrich Leopold, a lancé sur Internet une rumeur selon laquelle l'hiver en Europe et en France sera particulièrement froid, en contraste de l'été très chaud. Cette annonce a rapidement pris de l'ampleur, jusqu'à être partagée par Mac Lesgy, le présentateur de l'émission «E=M6». Ingénieur agronome de formation, ce dernier a été rapidement repris par les météorologistes et experts qui ont dénoncé ce «concours de fake news», répudiant totalement les prévisions des deux hommes.

En pleine crise énergétique, avec des menaces de coupures d'électricité à tout va, les monopoles médiatiques jouent et capitalisent sur la peur pour faire de l'audience, au mépris évident des intérêts des masses. Nous savons bien que l'hiver sera froid, peu importe les aléas météorologiques, et cela à cause des prix de l'énergie ! ■

## Canal+ VS Ultras

Les ultras du Red Star, club de 3<sup>e</sup> division de la banlieue parisienne, ont fait couler de l'encre en novembre en s'attaquant au diffuseur Canal +, responsable de la planification des matchs en semaine.

Depuis quelques temps, plusieurs groupes de supporters revendiquent l'arrêt immédiat des matchs en semaine, pour des raisons évidentes : cela empêche les supporters qui travaillent de se rendre au stade comme ils pouvaient le faire avant.

Cette revendication, portée par de nombreux ultras pour s'opposer au foot business et en faveur du football populaire, est la cause d'importants conflits entre les diffuseurs qui cherchent à répartir l'audimat entre le week-end et la semaine pour faire plus d'audience, et les supporters qui rejettent cette vision du football et du sport de façon plus générale.

Le lundi 7 novembre dernier, un supporter a ainsi perturbé la diffusion par Canal+ de Red Star-Dunkerque à l'aide d'un laser qui éblouissait les caméras. Cette action a poussé le diffuseur à reprogrammer le match Red Star-Nancy, initialement prévu le lundi 28 novembre, au vendredi 25 pour éviter l'ire des supporters audoniens. Les ultras du Red Star, et plus largement de France, entendent poursuivre leurs actions contre les diffuseurs et la ligue de football, et en faveur du «foot populaire». ■

# Des fêtes de fin d'année populaires et solidaires



Dans plusieurs villes de France, des activistes se sont organisés au sein de leurs quartiers prolétaires pour finir l'année en beauté. En effet, à Lyon, Toulouse et Grenoble, les Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité se démentent depuis le mois de novembre pour mettre en place un «Noël Rouge». Le principe est simple : les habitants du quartier rassemblent leurs vieux jouets inutilisés dans l'objectif de les redistribuer aux enfants du quartier.

Cela est une réponse à l'inflation galopante et à la difficulté que nous avons à boucler nos fins de mois face à la hausse des prix et la stagnation de nos salaires. Loin d'être de la simple charité, le «Noël Rouge», c'est avant tout organiser la solidarité entre habitants, qui leur revient à eux-mêmes directement. Le principe, c'est de s'organiser pour régler les problèmes concrets, comme celui du manque de cadeaux pour les jeunes enfants. Grâce à ces actions, ce sont plusieurs centaines d'enfants qui pourront passer de belles fêtes malgré le contexte actuel : l'année dernière, ce sont plus de 200 enfants qui se sont vu offrir un cadeau ou plus à Saint-Etienne, Lyon, Champs-sur-Marne ou Grenoble. De plus, cela entre dans la continuité des comités de lutte des habitants que sont les CPES, car l'objectif est d'apprendre à régler nos problèmes sans attendre l'aide d'un Etat qui nous a abandonné depuis bien longtemps.

A Saint-Etienne, cette année, les habitants mobilisés dans le CPES du quartier de Solaure ont décidé de régler un autre problème lié aux fêtes de fin d'année : ils vont décorer eux-mêmes leur quartier, puisque les pouvoirs publics ne le font pas. En effet, toutes les installations mises en place par la mairie s'arrêtent juste avant l'entrée du quartier, comme si on ne pouvait pas faire plus gros dans l'indécence. Cela fait déjà plusieurs années que des habitants font remonter ce problème et beaucoup sont attristés de voir Solaure une nouvelle fois être abandonné par ceux qui nous gouvernent. Pendant le mois de décembre, les habitants ont récupéré toutes les décorations qu'ils pouvaient amasser pour tout accrocher ensemble et mettre la mairie devant ses responsabilités. L'objectif est de montrer que sans moyens et en peu de temps, ils peuvent faire mieux qu'une mairie qui engrange pourtant des millions.

Le CPES va donc résoudre un problème concret qui touche ses membres et le reste des habitants du quartier : comme dans les autres villes, le CPES est le moyen pour les masses de changer les choses pour de bon, même quand cela fait des années que le problème s'enlise. Le bilan ? Sans politiciens, sans organisations dépendant de l'Etat, et par nous-mêmes, tout va plus vite et est plus efficace ! ■







# Interview d'une femme en lutte contre Grand Lyon Habitat

**Notre Comité de Rédaction vous retranscrit en exclusivité l'interview que nous a accordé une des habitantes en lutte contre Grand Lyon Habitat, organisée dans le Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité (CPES).**

**Nouvelle Epoque (NE) :** Vous faites donc partie des habitants du 8<sup>e</sup> en lutte contre Grand Lyon Habitat, pouvez-vous d'abord nous expliquer comment a commencé cette mobilisation ?

**Audrey :** Des voisins ont organisé un rassemblement, le premier, car ils étaient révoltés par les charges demandées par GLH. Avec le temps et la mobilisation du CPES, d'autres habitants se sont organisés avec eux, et c'est là qu'on s'est rendu compte que la colère était générale sur le quartier... Grâce aux rassemblements, de nouveaux voisins sont entrés en contact avec le CPES, et c'est à partir de là que l'on a décidé de se présenter à la mairie pour demander des explications. L'objectif c'était de ramener du monde pour faire sortir le maire, pour qu'il parle avec les citoyens. Une soixantaine de personnes ont été mobilisées grâce aux efforts du habitants du CPES, qui ont fait appel à d'autres personnes, diffusé des tracts, accroché des banderoles... Même des habitants d'autres quartiers, comme ceux de Mermoz ou Saint Priest, ont montré leur soutien et certains ont même participé au rassemblement devant la mairie. Ça montre que nous les gens des quartiers on sait s'organiser et lutter pour nos droits. On n'a pas attendu les miettes de GLH, on a pris nos affaires en main directement.

**NE :** Que pensez-vous du rôle des « politiciens » dans ce conflit ?

**Audrey :** C'est honteux. J'ai vu comment les élus et le maire traitaient les habitants et je suis très déçue. Ils donnent des excuses à deux balles, tordent la réalité en disant des choses qui ne sont pas vraie. Et je n'oublie pas que le maire s'est sauvé très rapidement quand on lui posait des questions et qu'on lui a demandé d'être du côté des citoyens ! Mais qu'est-ce qu'on pouvait espérer... Tous les politiciens, petits ou grands, ils regardent que leur bien-être et leur profit. Ils dorment tous bien au chaud pendant que chez nous le froid est insupportable. Ils vont rien faire pour nous, mais comme d'habitude.

**NE :** Pensez-vous que GLH finira par rétro-pédaler et rembourser les sommes indûment perçues ?

**Audrey :** Ils vont tout faire pour éviter de devoir rembourser. Mais je pense qu'ils finiront par céder. Les habitants sont très en colère, on sera de plus en plus nombreux et on ne va pas lâcher l'affaire facilement. Justement, c'est ce qu'ils attendent car ils savent qu'avec le temps des choses vont se tasser. Il faut pas qu'on lâche, sinon on aura rien on le sait.

**NE :** C'est donc une mobilisation « hors norme », car pour la première fois depuis longtemps, elle sort du cadre mis en place par les bailleurs, et est auto-organisée. Comment cela est-il



Une banderole accrochée par le CPES pendant une réunion des habitants en lutte, courant novembre

possible selon vous ? Le CPES comme nouveau type d'organisation des habitants est-il un modèle à développer dans d'autres villes ?

**Audrey :** Je pense, oui ! C'est carré, efficace... Avec le CPES on a enfin un groupe d'habitants qui écoutent toutes les revendications et qui les porte. Et du coup on a aucun intérêt autre que d'améliorer nos conditions de vie dans le quartier. Ça nous donne une vraie force, ça évite tous les problèmes que ramènent les politiques, et en plus on gagne vraiment, par nous-mêmes et pour nous-mêmes. Et oui, je pense que le CPES tel qu'il existe ici peut être amené dans d'autres villes. Je sais qu'il en existe déjà qui se sont monté après notre exemple, parce que c'est vraiment quelque chose qui est faisable partout. S'organiser entre habitants, peu importe ton lieu de vie, c'est possible et il faut le faire.

**NE :** Nous avons pu observer, au fur et à mesure des mobilisations, que les femmes représentaient bien plus de la moitié des personnes mobilisées, comment expliquez-vous cela et quel rôle prennent les femmes dans cette lutte ?

**Audrey :** Nous les femmes on gère souvent le budget de la maison, les factures, les courses, les achats liés aux enfants... Donc l'augmentation des charges ça touche d'abord les femmes car ce sont elles qui devront s'adapter à avoir moins d'argent pour acheter les mêmes choses qu'avant. Et surtout maintenant que tout a augmenté énormément. C'est normal qu'on soit en colère. Le premier rassemblement, c'était organisé par des femmes du quartier d'ailleurs.

**NE :** Aujourd'hui, la crise du logement qui existait déjà s'étale dans toute la France et s'amplifie. Selon vous, quelles sont les solutions pour régler tous ces problèmes ?

**Audrey :** Il faut que les citoyens soient unis. Au quartier, au travail... et qu'on arrête de faire confiance à des politiciens qui ne connaissent rien de comment on vit, qui viennent sur les quartiers populaires une fois tous les cinq ans avant les élections, pour nous faire croire qu'ils sont là pour nous et basta. Si la mairie et l'Etat nous abandonnent, maintenant on travaillera entre nous, pour nous. ■



# Iran et États-Unis : la lutte impérialiste pour une suprématie régionale

*L'histoire récente des États-Unis et de l'Iran, faite de haine, de manipulation et d'affrontements par canaux interposés, compte depuis peu une nouvelle page. En effet, les États-Unis ont pris part ouvertement en faveur des manifestants anti-régime en Iran, par l'intermédiaire du président Joe Biden mais aussi à travers différents "diplomates" yankees.*

## Une « amitié » devenue tension

En 1951, l'Assemblée consultative islamique nomme Mohammad Mossadegh premier ministre avec une écrasante majorité, qui a pour projet de nationaliser le pétrole iranien et de lutter contre l'influence des impérialismes anglo-américains dans le pays. Le mouvement démocratique et les religieux font donc un front commun patriotique contre le régime du Shah (le nom du souverain iranien). Ce dernier, vendu aux puissances étrangères, s'allie en réaction avec les impérialistes et leurs services secrets (CIA pour les US et MI6 pour les Britanniques) pour faire un coup d'Etat contre le gouvernement élu. Suite à cet épisode, le pétrole est totalement contrôlé par les Américains, tandis que la population se révolte contre la pauvreté et la répression.

L'Iran est alors une zone stratégique pour les États-Unis, qui peuvent asseoir leur domination dans la région, soutenir Israël d'un côté, et lutter contre l'influence de l'URSS en pleine guerre froide. Le conseiller national à la sécurité Zbigniew Brzezinski assurait au Shah que « *les États-Unis le soutenaient pleinement* », jusqu'au bout même.

Les religieux deviennent alors la principale force d'opposition au régime fantoche imposé par les USA, car tout a été fait pour tuer dans l'œuf le mouvement démocratique. Un nombre faramineux d'opposants au Shah, qu'ils soient patriotes, communistes ou religieux, ont été assassinés.

La révolte explose, et les guérillas islamiques opposées au régime du Shah et à l'impérialisme yankee se multiplient dans les années 70. Alors que l'ayatollah (guide religieux dans l'islam chiite) Khomeini vit en exil et alimente la gronde depuis sa résidence en Irak, des rumeurs sont publiées en janvier 1978 par la presse officielle pour attaquer son influence. Des manifestants descendent dans les rues pour combattre ces allégations, la répression est meurtrière. Suivant les coutumes chiites, après un deuil de 40 jours, un service funéraire marche dans les rues en février 1978 pour leur rendre hommage. A nouveau réprimés, le cycle deuils – marches funéraires – affrontements et répressions s'entretient, et en septembre les manifestations deviennent particulièrement massives, et le régime particulièrement instable. Plus la répression augmente et plus la résistance populaire s'accroît, sapant la légitimité du régime.

Le vendredi 8 septembre 1978, le Shah envoie l'armée pour



Les principaux dirigeants des impérialismes convoitant les richesses iraniennes (US, Russie, Chine), entourant le dirigeant de l'Etat iranien soumis à l'impérialisme

réprimer les manifestations dans le sang. Le « vendredi noir » laissera des traces sur son image, et ses soutiens fondent comme neige au soleil. Le Shah fuit à nouveau son pays en décembre 1978, accueilli un temps par les États-Unis, ce qui sera l'un des motifs à une prise d'otages en plein cœur de l'ambassade américaine à Téhéran, le deuxième et principal étant les soupçons d'espionnage qui pèsent sur l'ambassade des États-Unis.

Entre temps, l'ayatollah Khomeini revient en Iran, et s'affrontent les factions « révolutionnaires » menées par le guide religieux, et loyalistes menées par le premier ministre, Shapour Bakhtiar. Alors que l'armée s'embourbe dans des conflits internes, puis décide de rester neutre pour éviter les bains de sang, la faction de Khomeini l'emporte.

Le nouveau gouvernement de Khomeiny se divise entre religieux et laïcs. Les religieux gagnent alors en influence, jusqu'à l'émergence des Gardiens de la révolution, une organisation paramilitaire fidèle aux leaders chiites, qui sont chargés par la constitution de protéger le nouveau système, celui de la République islamique.

Les relations entre États-Unis et République islamique d'Iran sont ainsi tendues, et l'implication inconditionnelle des États-Unis derrière le gouvernement sioniste d'Israël n'arrange pas les choses. En effet, ancien allié d'Israël, l'Iran de Khomeini lui tourne le dos, dénonce l'état sioniste, envoie des troupes au Liban dans les années 1980 pour la création de milice chiites, et supervise la fondation du Hezbollah, groupe chiite qui lutte contre le régime sioniste.

## Le nouveau chapitre d'une histoire déjà marquée

Les récentes manifestations qui ébranlent l'Iran suite à la mort de la jeune femme kurde iranienne Mahsa Amini, détenue par la police des mœurs pour avoir enfreint des lois sur la tenue vestimentaire des femmes, ainsi que le conflit en Ukraine, ont remis une pièce dans la machine et relancé les tensions opposant



Une manifestation contre le régime bureaucratique, à Téhéran, le 21 septembre

États-Unis et Iran.

En effet, alors que les États-Unis accusent le régime iranien d'avoir fourni des armes à son adversaire russe et soutiennent les manifestants, le régime iranien contre-attaque pour sa part en niant les allégations à son encontre, et en rappelant que les États-Unis fournissent bien des armes à Israël avec lequel les tensions larvées s'accroissent. De plus, ils affirment que les soulèvements et l'opinion publique seraient manipulés et instrumentalisés par les États-Unis.

Ainsi, ces joutes verbales s'inscrivent dans un contexte récent déjà tendu, avec l'assassinat par l'armée américaine du général Soleimani en 2020, haut gradé des Gardiens de la révolution, ou en 2019 avec l'abattage d'un drone américain au large des côtes iraniennes.

### **L'Iran, une volonté impérialiste ?**

En réalité, les tensions entre États-Unis et Iran ne sont pas nouvelles. Toutes ces tensions s'inscrivent dans le cadre de la lutte pour le contrôle du Moyen-Orient par les monopoles. À l'origine, un des relais des États-Unis pour assurer la maîtrise de la région, l'Iran, s'est constitué comme son plus farouche adversaire, et sous prétexte de rivalité religieuse (islam et judaïsme, islam chiite et islam sunnite)

affronte indirectement ses « concurrents » (Israël et Arabie Saoudite) qui prétendent eux aussi se poser comme des puissances régionales.

En effet, ce qui est vraiment en jeu ce n'est pas une question religieuse : la Syrie est en réalité le seul pays arabe ayant soutenu la théocratie chiite lors de sa guerre contre l'Irak entre 1981 et 1988, et est le pont par lequel l'Iran fournit des armes au Hezbollah et intervient officiellement à travers le « Parti de Dieu ». Ainsi, en 2013, un conseiller du guide suprême iranien se réjouissait que la Syrie soit devenue « la 35<sup>e</sup> province d'Iran ». L'Iran utilise la Syrie comme frontière avec Israël, comme point de débouché sur la Méditerranée, comme pion face à l'Arabie Saoudite, nouveau laquais yankee dans la région.

Suite à la révolution islamique, les grandes propriétés qui avaient dans un premier temps été nationalisées ont été rendues à la bourgeoisie lors de la guerre contre l'Irak, guerre qui a aussi vu l'Iran devenir un pays exportateur de pétrole majeur, et donc une manne financière utilisée pour les importations. Alors qu'en 1984, l'Iran exporte pour 20 milliards de dollars par an de pétrole, 12 en sont réinjectés dans la guerre et les 8 milliards restant sont utilisés pour importer des marchandises : sous l'Ayatollah islamique « anti-impérialiste » et « traditionaliste »,

on importe plus que sous le Shah déjà soumis à l'impérialisme qui le précédait ! Le blocus économique imposé par les USA depuis 2018 a fortement impacté l'économie iranienne, et ceux qui payent les conséquences, ce sont les masses iraniennes elles-mêmes. La Chine est désormais le principal « partenaire » commercial de l'Iran. La position de l'Iran, à nouveau disputée entre deux grandes puissances, les USA et la Chine, en fait un nœud de tension, pris entre deux feux.

La situation aujourd'hui n'a pas évolué : l'Iran est une théocratie religieuse, dans lequel les élites religieuses et la bourgeoisie bureaucratique se recourent. Loin d'être un État "progressiste", il utilise son image de figure majeure de l'opposition à l'impérialisme yankee et au sionisme pour faire oublier sa propre nature, celle d'un État dirigé par une couche de capitalistes qui n'existent que parce qu'ils permettent le pillage de leur pays par les monopoles impérialistes. L'Iran est bien un pays semi-colonial et en aucun cas un pays impérialiste. Les raisons de la révolte des masses iraniennes sont à chercher, non pas dans l'ingérence américaine, mais dans la lutte continue des forces démocratiques de la société, paysans, petits commerçants et prolétaires, contre la répression des laquais de l'impérialisme, qu'ils soient américain ou russe, qu'ils aient la forme d'une dynastie autocratique ou d'une république islamique. ■



## ■ Madagascar : les impérialistes affament les masses

Madagascar, île de l'océan indien et rattachée au continent africain, est un des territoires les mieux dotés au monde en ressources naturelles. Pourtant, elle est le 5<sup>e</sup> territoire le plus pauvre du globe, et alors qu'une énième famine a lieu sur son territoire, beaucoup accusent « *le réchauffement climatique* ». Contextualisons un peu ce qui permet cet argumentaire : le Sud de l'île malgache en est actuellement à sa troisième année sans pluie. L'eau est ainsi devenue une denrée introuvable, et sans eau, l'agriculture vivrière est en péril car le bétail meurt et les terres sont maintenant arides. Effectivement, ces quelques exemples montrent bien l'implication du réchauffement climatique dans cette famine, mais, comment cultiver des terres, bien qu'arides, quand les paysans n'y ont même plus accès ?

En effet, depuis 2017, les petits et moyens agriculteurs connaissent une vague d'expropriations organisée par l'Etat malgache pour le compte des entreprises étrangères, amies de la bourgeoisie bureaucratique locale au pouvoir. Ils sont prévenus seulement 48 heures à l'avance avant que les bulldozers ne viennent raser leur maison, et le gouvernement malgache octroie aux entreprises étrangères n'importe quelle terre si la somme est suffisante. Que la loi et la constitution malgache l'autorise ou non, dans tous les cas, la justice malgache, profondément corrompue, est là pour donner raison à l'Etat et à ses amis des monopoles. On peut citer, parmi ces entreprises expropriatrices, des entreprises bien françaises comme Total, les allemands de l'entreprise Tantalum ou encore des entreprises japonaises, coréennes ou canadiennes pour ne citer que ces quelques Etats.

La population rurale est ainsi en incapacité de subvenir au besoin des communautés des campagnes, et est poussée à s'installer dans des bidonvilles en périphéries des grandes villes malgaches, devenant ainsi un prolétariat encore plus exploitable qu'auparavant ou se tournant vers la petite criminalité et la prostitution. La crise existe depuis 2019, plus d'un million de personnes sont touchées et pourtant nous n'en entendons parler dans les médias occidentaux qu'actuellement.

Il est facile pour les Nations Unies, depuis leur tour d'Ivoire, de qualifier cette énième famine qui traverse le pays « *comme la première famine de l'histoire causée par le réchauffement climatique* », de pointer du doigt le « *réchauffement climatique* », criminel invisible dans cette crise, plutôt que de pointer du doigt ceux qui ont une bien plus grande part de responsabilité. Cela permet de sortir les véritables coupables de l'équation, de faire oublier la cause profonde du problème et de peindre une pseudo-réalité où ils ne restent aux malgaches que leurs yeux pour pleurer.

Intéressons nous à l'économie et à la politique de « l'Île Rouge », qui connaît un taux d'inflation de 9,3 % et une misère tellement intense que 81 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Nous pouvons nous questionner : pourquoi un chiffre si tristement élevé ? Comment une île si riche en ressources, avec 85 % de la production mondiale de vanille produite sur le territoire, avec une estimation de 800 milliards de dollars de cobalt, nickel ou encore or pour ne citer que ces minerais, peut avoir une population aussi pauvre ?

Parlons un peu de la mine d'Ambatovy, située au nord-est d'Antananarivo. Elle est l'une des plus grandes mines de nickel latéritique au monde avec une capacité de production de 60 000



Les Malgaches se soulèvent régulièrement contre l'impérialisme

tonnes de nickel et 5 600 de cobalt par an et fait ainsi du nickel et du cobalt les denrées les plus exportées par Madagascar, avec 32 % des exportations du pays représentées par ces denrées minières. Eh bien, malgré cela, cette mine n'appartient pas au peuple malgache, mais à une entreprise japonaise, la Sumitomo Corporation à 54,17 % et à la KOMIR, entreprise coréenne, à 46 %. On pourrait aussi parler des 2,4 tonnes d'or « *officiellement* » exportées du pays en 2019, tout en sachant qu'une grande partie, en plus d'autres denrées représentant des milliards de dollars par an, sortent illégalement du pays avec la complicité de l'Etat et la bourgeoisie bureaucratique locale pour finir sur les marchés occidentaux.

Ce qui se passe à Madagascar est un cas typique de ce qui se passe dans les pays anciennement colonisés, mais restant semi-colonisés par les impérialistes. Depuis sa pseudo indépendance en 1960, le pays est instable économiquement et politiquement, victime de coups d'Etat soutenus et organisés par les puissances impérialistes. Il est plongé dans une corruption généralisée, entretenue par ces mêmes impérialistes pour que leurs amis exploitants miniers puissent piller la terre sans contestation aucune. Rappelons qu'en seulement une décennie, entre 2010 et 2020, deux tentatives de coups d'Etat ont été avortées et que la dernière en date implique deux français comme têtes pensantes de la tentative de renversement du président Andry Rajoelina (l'un des deux est un ancien saint-cyrien, ex colonel de l'armée française jusqu'en 2013 et dirigeant d'une société d'investissements). D'ailleurs, ce président lui-même est arrivé une première fois au pouvoir par un coup d'Etat, avant de remporter les élections en 2019, avec le soutien financier de la banque mondiale et d'un gouvernement composé de technocrates, qui, en plus, de vendre son pays au plus offrant, joue la carte du bon élève avec les occidentaux.

En conclusion, si le réchauffement climatique a sa part de responsabilité dans la famine en cours à Madagascar, la pauvreté généralisée entretenue par l'accaparement des terres et des richesses, ainsi que la corruption, sont de bien plus grands responsables de la crise alimentaire malgache. De plus, n'oublions pas que le réchauffement climatique est, lui aussi, de toute manière, causée par les impérialistes ; il sera juste la « cerise sur le gâteau » qui va continuer d'amplifier la crise. Face à de nouvelles élections présidentielles dans un pays où les condamnations sans acte des Nations Unies ne changeront rien, seul un mouvement de masse combatif et organisé, portant la Révolution agraire et l'expulsion des impérialistes, permettra de mettre fin à cette situation mortifère et aux nombreux peuples Malgaches qui composent le peuple de Madagascar d'enfin choisir leur destin et d'avoir le ventre plein. ■

# La bataille pour l'Histoire de la glorieuse Résistance

**Nous publions cet article traitant la question de la Résistance du point de vue marxiste à l'occasion des 102 ans de la fondation du Parti Communiste de France.**



Francs-Tireurs et Partisans (FTP) de la Dordogne

Le prolétariat de France a toujours été un exemple dans la plus grande épopée de l'Histoire humaine, celle du prolétariat pour son émancipation. Par deux fois, la classe ouvrière et les masses de notre pays ont montré leur très haut niveau de combativité et d'abnégation. La Commune de Paris, qui brille toujours autant dans les cœurs des opprimés, première expérience de la dictature du prolétariat ; la glorieuse Résistance, qui fut une Lutte de Libération Nationale Antifasciste, sont deux contributions éternelles à l'immense mouvement d'émancipation du prolétariat et des peuples.

Le Parti Communiste, désossé, démembré, désarticulé par le révisionnisme, doit être reconstitué pour que tous les opprimés de France aient enfin un nouvel Etat-major dans leur longue quête pour l'émancipation, c'est la grande nécessité de notre époque. Tout ce processus ne peut se passer d'une lutte pour la vérité, c'est-à-dire ce qui est conforme au réel. Le réel, c'est ce qui existe en fait et qui s'oppose à l'imagination. Nous le savons, la connaissance découle de la pratique, et c'est le prolétariat qui pratique par la production et qui transforme le réel, le monde matériel. C'est donc lui qui détient la clé de la connaissance réelle. Toutes autres pensées, bourgeoises par opposition, ne peuvent être que partielles ou mensongères. Le prolétariat est la première classe de l'histoire qui lutte, non pas pour prendre la place d'une autre classe exploiteuse et devenir elle-même exploiteuse, mais pour abolir les classes et émanciper l'humanité entière.

La bourgeoisie, quant à elle, affirme qu'il n'y a pas de vérité, que tout est relatif, car elle ne participe pas à la transformation

du réel. Elle refuse, surtout, de voir la réalité, son caractère de classe exploiteuse. Pour elle il ne peut y avoir de vérité une et unique, car une connaissance conforme au réel révélerait son caractère de classe exploiteuse qui doit disparaître pour émanciper l'Humanité. C'est pour cela que l'anti-marxisme ne relève pas d'une lutte d'idées, mais bien d'un combat contre la compréhension du monde, contre le réel, contre la vérité. La lutte des classes traverse donc toute pensée. L'objectivité d'une idée ne peut être vérifiée qu'à l'aune de cette réalité.

Les historiens, débordant de subjectivisme bourgeois, ne peuvent accomplir la tâche d'écrire l'Histoire du mouvement ouvrier, simplement parce qu'ils ne comprennent pas la Politique (au sens marxiste, c'est-à-dire la lutte pour le Pouvoir), ni ce que signifie être Communiste. Au mieux, ils peuvent aider en faisant un travail de recherche dans les archives. Non seulement ils lisent les faits a posteriori mais ils le font surtout avec leur grille de lecture qui n'est qu'un reflet de l'appartenance à leur classe. Des historiens comme Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, auteurs de nombreux ouvrages sur l'histoire du mouvement Communiste, comme *Le sang des communistes : les bataillons de la jeunesse dans la lutte armée*, *Liquider les traîtres : la face cachée du PCF, 1941-1943*, *Les listes noires du PCF*, *Ainsi finissent les salauds : séquestrations et exécutions clandestines dans Paris libéré* et bien sur *Les FTP (Francs-Tireurs et Partisans), Nouvelle histoire d'une résistance*, sont l'exemple même de l'incapacité à analyser les faits historiques par le prisme de la pensée bourgeoise.

Le livre *Les FTP, Nouvelle histoire d'une résistance* est



l'exemple de la pensée bourgeoise, qui ne comprend pas la totalité des faits et événements par limitation idéologique, mais aussi par faute d'une étude complète du Mouvement Communiste International. Tout le livre tient à démontrer que la Résistance Communiste n'aurait pas été ce qu'elle a prétendu être, qu'elle aurait été le fait de peu d'Hommes et n'a pas particulièrement gêné l'ennemi. En fait l'ouvrage veut nous faire dire que c'était une erreur, une glorieuse erreur, mais une erreur quand même. Une partie du livre s'appuie sur les archives de la police française, notamment les rapports de police, mais aussi les "sondages" de la population. Il y a déjà un grand problème à la base : comment rétablir une "vérité" sur la Résistance en s'appuyant strictement sur les services de police qui collaboraient avec l'occupant ? La police non plus n'est pas détachée de la société, elle a un contenu de classe.

Mais le plus ennuyeux, c'est que le livre isole les FTP du reste de la Résistance, comme si ils étaient séparés du Parti Communiste (PC) et de toutes ses organisations de masse, et que le PC était lui-même séparé de l'Internationale Communiste. Si nous ne connaissons pas un tant soit peu les faits, nous pourrions penser que les FTP étaient l'unique forme de la Résistance, et que surtout, ils agissaient comme un groupuscule coupé des masses, coupé de la classe ouvrière. Pourtant, la Résistance intérieure a été dominée, d'une façon ou d'une autre, par les Communistes. Cette domination a été le fruit de la pratique et principalement de la Lutte Armée. Les Gaullistes ont créé des maquis pour éviter une totale hégémonie des Communistes, et leurs maquis étaient souvent d'un caractère «*attentiste*». Ils «*attendaient*» la libération militaire de la France par les alliés, en total accord avec le rejet de De Gaulle de la lutte armée active et de l'insurrection nationale. Tout cela a bien évidemment un contenu de classe. De Gaulle est parti en Angleterre pour éviter des futurs désordres à la France (selon ses *Mémoires*), c'est-à-dire pour éviter une prise de pouvoir des Communistes et maintenir la dictature des monopoles.

Tout le livre vise donc à minimiser l'immense sacrifice des Communistes et affiliés qui ont payé le prix fort pour que les Français dans leur ensemble ne soient pas un unique peuple d'attentiste, ou pire, de collaborateurs. Les Communistes ont bien sûr appuyé De



Gaule comme dirigeant afin d'éviter une occupation militaire des Alliés, mais tout cela n'était qu'une immense contradiction, le principal à l'époque était la lutte contre le nazisme et pour la libération du sol national.

Franck Liaigre ne comprend pas que son livre est totalement anti-clausewitzien, car il ne saisit pas que les FTP, bras armé des Communistes, étaient au service d'une Politique dont l'existence de la Lutte Armée était le cœur. Il faut saisir Clausewitz, qui a défini avec une immense justesse la guerre comme «*une continuation de la politique par d'autres moyens*», pour comprendre toute la vision erronée et étriquée de ce livre. Il est strictement impossible d'enlever le contenu Politique aux FTP, cela est un non-sens et n'est pas conforme au réel. La propre conclusion de l'auteur révèle d'ailleurs le problème général du livre.

On y apprend que 11 millions de tracts ont été saisis en région parisienne entre 1942 et 1943 (en un an !). Nous parlons des saisies de la police, c'est-à-dire qu'il faut imaginer tout ce qui a été distribué. Comment alors un mouvement qui nous paraît si faible au travers du livre a-t-il pu faire ce miracle ? Comment alors les Forces Françaises de l'Intérieur ont-elles pu finir la guerre avec 500 000 hommes, dont les FTP étaient le cœur avec 150 000 hommes ? Comme nous l'avons dit si *la guerre est la continuation de la politique*, alors les actions armées des Communistes, même insignifiantes d'un point de vue strictement militaire, sont une immense réussite politique. D'ailleurs, les propres nazis l'ont reconnu à plusieurs reprises, les vichystes aussi : les principaux ennemis de la filaille collabo étaient les Communistes. Il faut aussi minimiser l'«*insignifiance*



*militaire* » : la Résistance, dont le fer de lance a toujours été les Communistes, a considérablement accéléré la libération du territoire national par les Alliés. De plus, la politique menée par les Communistes, qui devait aboutir à l'insurrection nationale, a permis la libération de Paris principalement, mais aussi de Marseille, de la Corse et d'une partie du territoire national, ce qui a écrasé les projets d'asservissement par les Anglo-américains.

Les historiens devraient donc éviter d'avoir la volonté de «rétablir la vérité», car c'est la prétention affichée de ce livre. Ils ne savent en général que la tronquer. Ils devraient se pencher sur la Politique, sur la lutte des classes comme moteur de l'Histoire. Cela leur permettrait d'éviter que leurs durs travaux de recherche ne s'échouent dans de tels écueils. Il y a dans toutes ces «nouvelles recherches» un fond revanchard, notamment quand le chercheur se permet d'aller présenter ses travaux à un ancien Partisan, en tentant de lui démontrer qu'en fin de compte, toutes ses souffrances avaient été inutiles. Il est terrible pour ces personnes âgées orphelines du Parti, des décennies après, de se voir infliger une telle sentence. C'est un pur regard réactionnaire de la Résistance, et c'est exactement ce que pensait De Gaulle.

Ils prétendent faire un travail de recherche, mais c'est bien évidemment un travail politique qu'ils mènent. De même, enlever à la Lutte Armée son contenu politique, c'est politique ! A la fin de la lecture, on ne comprend plus rien, on a une vision complètement fautive de l'époque. Ce n'est plus un travail d'historien mais la pure négation des faits, la négation de la vérité. Ce travail s'inscrit dans le long mouvement de fond qui tente de discréditer tout ce qui a été Communiste de près ou de loin. Ils ont bien sûr perdu d'avance, la nouvelle époque de lutte des classes qui s'ouvre va permettre le retour en force de la vérité dans le mensonge bourgeois.

### **Mais alors, que devons-nous retenir, quelle est la vérité ?**

Les Partisans, les cadres, les militants de la Résistance, des organisations du Front de Masse, ont été héroïques. Nous parlons là de dizaines de milliers d'assassinés : les nazis et les collabos ont fusillé 39 000 Résistants ou affiliés, et 25 000 Résistants sont morts en déportation. Il est évident qu'une immense majorité était Communiste vu leur poids dans la Résistance. Nous avons vu que c'est la Lutte Armée, « *militairement insignifiante* » au début, qui a agrégé les masses politiquement et qui a participé physiquement, et peut-être plus important, *moralement*, à la Libération. C'est comme cela que les Communistes ont pu avoir une aura gigantesque qui dépassait largement leurs rangs. Il faut comprendre que chaque action qui, à un moment T, peut nous sembler insignifiante, prend toute sa signification avec le temps. C'est parce qu'elle était dirigée par le Parti que les militants ne trouvaient pas insignifiante la distribution de tracts au péril de leur vie, sur une place de marché dans la France

Août 1944. Des membres des FTP fêtent la libération de Paris, Place de la Concorde



occupée. Aujourd'hui nous devons, nous tous, sujets révolutionnaires, nous placer dans la perspective historique de notre travail militant. Nous aussi nous devons comprendre que la politique est aux commandes dans nos actes militants du quotidien.

Nous voyons qu'il est impossible d'avoir un regard véritable sur l'Histoire quand on en retire le contenu de classe. Plus important, la lutte pour la vérité est extrêmement importante dans notre processus de Reconstitution de notre Etat-major. La Résistance est une école extrêmement importante pour nous, car elle nous permet d'avoir sous les yeux une pratique politique d'un très haut niveau en France. Nous devons donc explorer ce grand livre ouvert avec notre grille de lecture. Certains chapitres sont d'une importance stratégique pour la suite des événements :

- Le Parti a dû se reconstruire après son démantèlement en 1939. Il était coupé des masses, il dû s'y relia, notre époque est similaire
- Le nombre compte mais la qualité est principale : abnégation, formation politique et ligne juste démultiplient les forces.
- C'est la seule fois qu'il y a eu une pratique de Lutte Armée prolongée sur le territoire. Il est donc possible, même dans les pires conditions, d'être offensif et de faire de la Politique, c'est-à-dire de lutter pour le pouvoir. Tout n'est qu'une question de lien avec les masses et de moments.
- C'est la seule fois où les Communistes ont été aux portes du pouvoir. Nous devons étudier en profondeur les erreurs, fautes et trahisons qui ont été commises.

La Politique, dont le cœur est le Pouvoir, est une question de ligne politique à suivre et de décisions. L'abnégation aujourd'hui prend la forme de faire ce que l'on doit faire au quotidien et de ne pas désespérer de la situation actuelle. **Regardons comment les Communistes ont transformé une situation catastrophique en immense épopée, et apprenons ! Ayons le futur en ligne de mire et non le présent, qui est déjà du passé ; ainsi nous cultiverons l'optimisme révolutionnaire.■**



## Chine : révoltes de masse

Depuis le mercredi 23 novembre et jusqu'à mi-décembre au moins, d'importants mouvements de masse ont eu lieu en Chine pour protester contre le régime social-fasciste de Xi Jinping.

Une des premières révoltes a commencé au sein de la plus grande usine de fabrication d'iPhone du monde, face aux « mesures Covid » : les travailleurs étaient par exemple enfermés dans des dortoirs « pour éviter les contaminations », tandis que les ouvriers testés positifs continuaient de travailler aux côtés des autres, profit oblige. Ce sont des milliers d'ouvriers qui se sont violemment révoltés contre les salaires de misère et les conditions indignes de travail pour défendre leurs droits, avec d'importants affrontements ; bien sûr, les policiers utilisés pour réprimer les manifestations ont reçu une prime de la part de l'entreprise Foxconn, qui gère le site.

La situation est rapidement devenue explosive, avec un embrasement dans de nombreux points chauds du pays sur la base du rejet du régime social-fasciste, c'est-à-dire « socialiste » en paroles, fasciste en actes. Opposées aux « restrictions sanitaires » (moyens de contrôle des populations), à la politique économique capitaliste et impérialiste du gouvernement Xi, ou encore à la crise de l'impérialisme qui se profile, les masses se lèvent. Au sein de ces mouvements gigantesques, de nombreux chinois ont réclamé le retour du marxisme : le pays connu en effet le socialisme avant le coup d'État révisionniste de Deng Xiaoping à la fin des années 1970, ce traître qui, critiqué par le président Mao à plusieurs reprises, opéra la transition vers le capitalisme au moyen du fascisme.

Ainsi, comme en 1989 à l'occasion des événements de Tian'anmen, les masses chinoises se révoltent contre les révisionnistes qui faussent le marxisme et réclament le retour de la classe ouvrière au pouvoir ! De nombreuses vidéos et témoignages font écho de foules chantant l'Internationale, hymne du prolétariat international, et brandissant des portraits du président Mao. La Chine comme le reste des pays impérialistes est traversée par de nombreux soulèvements spontanés des masses, qui refusent de payer la crise de la bourgeoisie. Le prolétariat chinois montre une combativité à toute épreuve et rappelle à tous que l'oppression engendre la résistance – comme le disait le Président Mao : *on a raison de se révolter contre les réactionnaires !* ■



## Palestine : nouvelle vague

Ces derniers mois, la lutte du peuple palestinien contre l'oppression sioniste de l'Etat illégitime et criminel d'Israël a connu de nouveaux développements. En effet, les révoltes contre l'armée sioniste se sont multipliées et de nombreuses et grandes manifestations pour la libération de la Palestine ont eu lieu. Dans cette nouvelle vague de résistance, de nombreux groupes armés se sont constitués, notamment celui de la Fosse aux Lions, à Naplouse, le plus médiatisé. La Fosse aux Lions représente une nouvelle génération de résistants, jeunes et déterminés, qui veulent en finir avec le sionisme au cours de leur vie et ne plus attendre indéfiniment. Un sondage récent montre que plus de 72 % des Palestiniens soutiennent la lutte armée comme moyen pour libérer leur pays, tandis que les cellules de résistance armée basées sur le modèle de la Fosse se multiplient dans tout le territoire, inquiétant les autorités israéliennes. La résistance Palestinienne se trouve bien en Palestine, non en dehors dans une pseudo «résistance externe», et elle est plus que jamais vivante et combative ! ■



## ■ Brésil : Universités occupées



Manifestation d'étudiants à Rio de Janeiro. Sur la banderole, on peut lire : "Défendons l'Université Fédérale de Rio bec et ongles ! Contre les coupes : grève d'occupation ! MEPR"

Au Brésil, de forts mouvements étudiants sont en cours contre les coupes budgétaires annoncées par le gouvernement Bolsonaro depuis quelques temps déjà.

Ce sont plus de 452 millions de reais (monnaie locale) qui sont retirés du budget de l'enseignement selon les projets des monopoles financiers, qui combattent le concept d'université publique et gratuite, et voudraient tout privatiser pour maximiser les profits au grand dam de millions d'étudiants brésiliens.

Depuis début décembre, des occupations sont en cours dans de nombreuses universités pour réclamer l'abandon de ces coupes budgétaires et le maintien des financements à l'université. Le mouvement, mené notamment par l'ExNEPe (Organisation des étudiants en Pédagogie) ainsi que le MEPR (Mouvement Etudiant Populaire Révolutionnaire), s'est déjà étendu aux Etats

de Sao Paulo, Rio de Janeiro, Brasilia, Paraná, Santa Catarina, Rio Grande do Sul et Espirito Santo. Tandis que les occupations se développent, les étudiants tiennent bon et entendent bien continuer à lutter jusqu'à la victoire

Dans un pays qui va de plus en plus mal, avec une pauvreté généralisée et un accaparement grandissant des richesses, les luttes sociales explosent. Lutte pour la terre menée par les paysans principalement, mais aussi luttes pour les salaires, contre les violences policières dans les favelas, et maintenant grands mouvements étudiants. Une nouvelle fois, les brésiliens nous montrent leur haut niveau de lutte des classes dans un contexte où s'organiser pour lutter devient primordial, voire vital. **Tout porte à croire que le Brésil est à l'aube d'une grande révolution dont le peuple a grandement besoin s'il veut s'émanciper.** ■

### SOUTENEZ-NOUS !

Nouvelle Époque est un journal qui a pour objectif de diffuser tout ce que le monopole des médias bourgeois condamne ou passe sous silence. Il doit servir à propager nos luttes, nos organisations de quartier, notre vision de l'actualité et du monde ; c'est un programme colossal.

Pour réaliser cet objectif, Nouvelle Époque doit être diffusé dans tout le pays, principalement dans les quartiers populaires, là où se trouvent les forces de la révolution. Nous nous dotons donc d'une édition imprimée nationale, qui est diffusée dans de nombreuses villes par des militants dévoués. Cette édition doit servir de support d'organisation : parlons de Nouvelle Époque à nos collègues, à nos amis, notre famille, aux voisins, pour diffuser la voix du peuple et contrer les médias dominants qui ont tous le même son de cloche !

**ABONNEZ-VOUS**

[nouvelle-epoque@protonmail.com](mailto:nouvelle-epoque@protonmail.com)

**REJOIGNEZ LE RESEAU DE  
DISTRIBUTION**